



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le dix neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

LEBALLEUR Pierre (pouvoir à FORTIN Laurence)
ROUBY Solenn (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)

Conseil de Communauté du 19 décembre 2018
Délibération n°DCC2018_101

Objet	Protection sociale complémentaire : prévoyance
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Par délibération, en date du 14 décembre 2012, le conseil de Communauté a décidé de participer à la protection sociale des agents de la Communauté pour le risque prévoyance, en souscrivant par le biais du Centre de Gestion du Finistère, à une convention de participation avec HUMANIS/COLLECTEAM.

Le contrat souscrit en 2013 arrive à échéance le 31 décembre 2018.

L'objectif d'un tel contrat est de couvrir la perte de traitement des agents lors d'absences pour maladie ou invalidité.

Conformément à l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, le Centre de Gestion du Finistère a reconduit l'action menée en 2012, et a procédé au renouvellement de ce contrat par une procédure de mise en concurrence, pour une nouvelle période de 6 ans (2019-2024).

Après avis de son comité technique, le conseil d'administration du CDG 29 a, en date du 26 septembre 2018, retenu le prestataire CNP/SOFAXIS, pour la mise en place de la nouvelle convention de participation à compter du 1^{er} janvier 2019.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25 alinéa 6,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 29 juin 2018 décidant de se joindre à la procédure de mise en concurrence engagée par le Centre de Gestion du Finistère,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de gestion du Finistère en date du 26 septembre 2018 portant choix de la convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire,

Vu la convention de participation prévoyance signée entre le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Finistère et CNP/SOFAXIS signée pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2019,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 6 novembre 2018,

Vu l'avis du Comité technique en date du 3 décembre 2018, relatif à la participation financière de la collectivité pour chaque agent adhérent au contrat du CDG,

Considérant que la Communauté souhaite proposer une offre de protection sociale complémentaire prévoyance dans le but de garantir les ressources de ses agents en cas de maladie ou d'invalidité,

Considérant que le Centre de gestion du Finistère propose une offre mutualisée par le biais d'une

convention de participation,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 4 décembre 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : décide d'adhérer à la convention de participation telle que mise en œuvre par le Centre de gestion du Finistère, à compter du 1er janvier 2019, pour une durée de 6 ans et prend acte des conditions d'adhésion fixées par celle-ci,

Article 2 : décide de participer au financement des cotisations des agents adhérant au contrat pour le Volet prévoyance et de fixer le montant unitaire de la participation par agent et par mois à compter du 1^{er} janvier 2019 comme suit :

- Montant : 65 € brut mensuel pour un temps complet dans la limite de la cotisation versée par l'agent,

- Participation calculée sur la garantie de base (incapacité temporaire et invalidité), assise sur l'assiette traitement brut indiciaire (TBI), bonification indiciaire (NBI) et régime indemnitaire avec un niveau d'indemnisation à hauteur de 95% du traitement net mensuel et 45% du régime indemnitaire. Sont éligibles, les agents stagiaires, fonctionnaires ainsi que les contractuels ayant une ancienneté minimale de 6 mois,

Article 3 : précise que cette participation sera accordée exclusivement au contrat référencé par le Centre de gestion du Finistère pour son caractère solidaire et responsable,

Article 4 : autorise le président à signer l'ensemble des actes et décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

Article 5 : prend l'engagement d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.